PRÉFET DU LOIRET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

ARRETÉ portant autorisation d'exploiter délivrée à l'EARL « CLOVIS »

Le Préfet du Loiret Officier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime, **Vu** la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,

Vu les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,

Vu le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,

Vu le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)

Vu l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions horssol,

Vu l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha).

Vu l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2015 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 8 octobre 2015 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

Vu la demande n° 159871 présentée le 24 juillet 2015 par

l'EARL « CLOVIS »

Monsieur DUCLOUX Clovis

Courtemanche
45510 – TIGY

M

exploitant 259,35 ha (SAUP 275,35 ha)

tendant à être autorisée à exploiter **12,44 ha** (parcelles référencées 45324 ZK6 partie – ZK8 partie et ZL172) provenant de la propriété de **l'Indivision AMELOT** (**Madame AMELOT Estelle à TIGY, Madame AMELOT Myriam à SAINT DENIS DE L'HOTEL et Madame LAMBERT Marie à ENNORDRES**),

Vu l'information faite à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du 1^{er} OCTOBRE 2015,

Vu le courrier de l'EARL « CLOVIS » (Monsieur DUCLOUX Clovis) et celui de Monsieur AMELOT Jérémy modifiant leur demande,

Considérant:

- que l'EARL « CLOVIS » (Monsieur DUCLOUX Clovis 44 ans associé exploitant), exploiterait après reprise une surface supérieure au seuil de 1,3 UR (271,79 ha, soit une surface agricole utile pondérée de 287,79 ha), seuil au-delà duquel toute installation, agrandissement ou réunion d'exploitations entraîne une demande d'autorisation d'exploiter;
- que la demande de l'EARL « CLOVIS » (Monsieur DUCLOUX Clovis), permet la confortation d'une exploitation économiquement viable dont la surface après reprise est supérieure au seuil de 1,8 UR (soit 165,60 ha pour une société avec un associé exploitant + un salarié);
- qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée sur tout ou partie des biens qui font l'objet de la demande;
- que l'ensemble des propriétaires a émis un avis favorable sur cette opération ;
- que le Préfet s'est prononcé sur la demande d'autorisation de l'EARL « CLOVIS »
 (Monsieur DUCLOUX Clovis), tout en sachant que les propriétaires sont libres de louer ou non leurs terres au bénéficiaire d'une autorisation d'exploiter.

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

ARRÊTE

<u>Article 1^{er}</u> – Est ACCORDÉE l'autorisation sollicitée par l'EARL « CLOVIS » (Monsieur DUCLOUX Clovis)

en vue d'exploiter 12,44 ha provenant de la propriété de l'Indivision AMELOT (Madame AMELOT Estelle à TIGY, Madame AMELOT Myriam à SAINT DENIS DE L'HOTEL et Madame LAMBERT Marie à ENNORDRES),

La superficie totale exploitée par l'EARL « CLOVIS » (Monsieur DUCLOUX Clovis) serait de 271,79 ha.

<u>Article 2</u> – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2017. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

<u>Article 3</u> – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 6 NOVEMBRE 2015 Pour le préfet et par délégation Pour la directrice départementale des territoires La chef du service agriculture et développement rural

Signé: Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret
- un recours **hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours **contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.